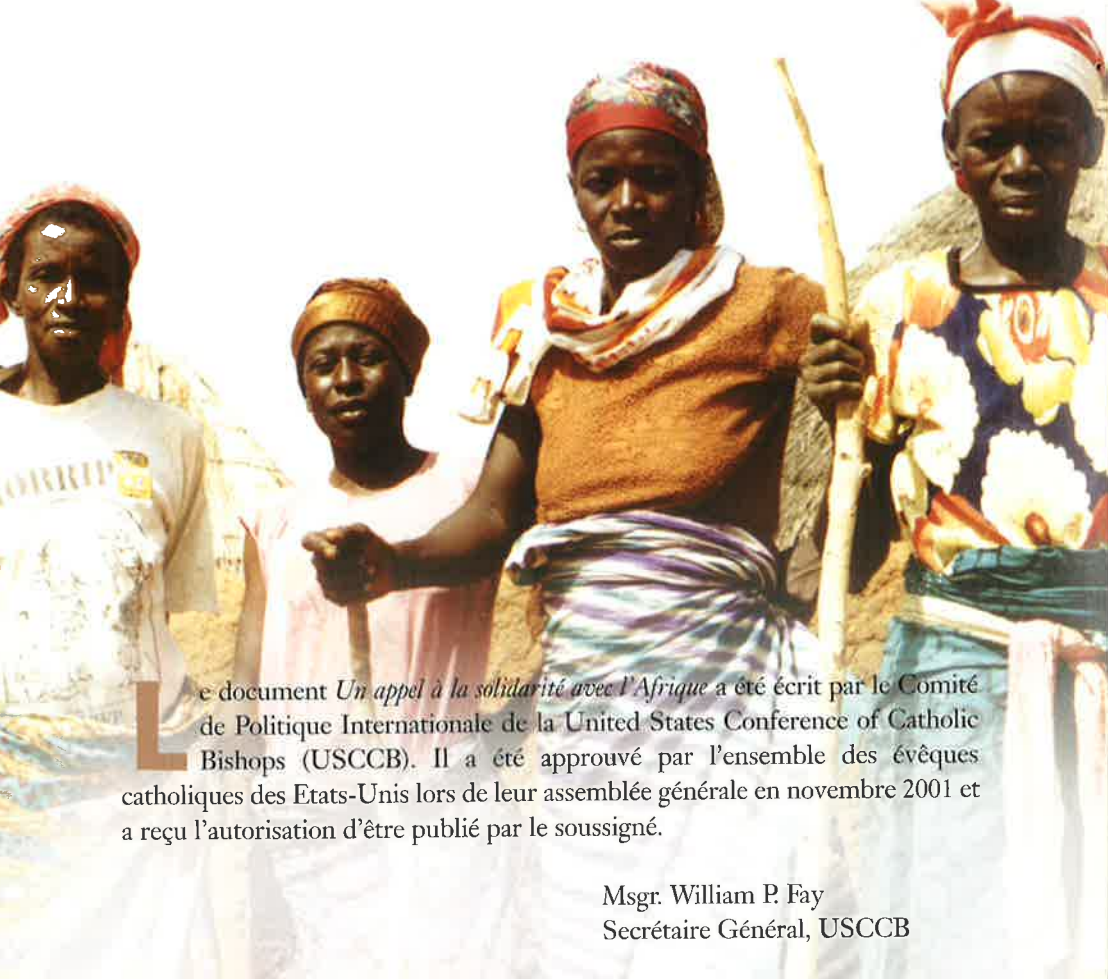


UN APPEL À LA SOLIDARITÉ AVEC L'AFRIQUE



DÉCLARATION DES
ÉVÊQUES CATHOLIQUES DES ÉTATS-UNIS
UNITED STATES CONFERENCE OF CATHOLIC BISHOPS
WASHINGTON, D.C.



Le document *Un appel à la solidarité avec l'Afrique* a été écrit par le Comité de Politique Internationale de la United States Conference of Catholic Bishops (USCCB). Il a été approuvé par l'ensemble des évêques catholiques des Etats-Unis lors de leur assemblée générale en novembre 2001 et a reçu l'autorisation d'être publié par le soussigné.

Msgr. William P. Fay
Secrétaire Général, USCCB

Les citations des textes bibliques proviennent de la *New American Bible*, Copyright © 1991, 1986 et 1970 par la Confraternity of Christian Doctrine, Washington, D.C. 20017 et sont utilisées avec leur autorisation. Tous droits réservés.

Crédits photographiques (toutes les images sont la propriété du photographe ou de l'organisme suivant) : Couverture : de gauche à droite, de la dernière de couverture vers la première : Cory Langley, Jennifer Lindsey/CRS, Cory Langley, Declan Walsh/CNS, Cory Langley, Cory Langley; pp. ii, 8 et 35 Francis Provençal/CRS; pp. 1 et 10 Victor Englebert; p. 2 Beryl Goldberg; p. 5 Arturo Mari/CNS; p. 6 Tom Garofalo/CRS; p. 11 Declan Walsh/CNS; p. 13 David Snyder/CRS; pp. 14 et 17 The Visti Collection, Inc.; p. 21 Reuters/CNS; pp. 23 et 29 Franne Van der Keilen/CRS; pp. 25 et 26 Dwight Cendrowski; p. 31 personnel de CRS.

Egalement disponible en anglais : 5-464

Première édition : février 2002

ISBN 1-57455-867-6

Copyright © 2002, United States Conference of Catholic Bishops, Inc., Washington, D.C. Tous droits réservés. Toute reproduction ou transmission, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, électronique ou mécanique, y compris la photocopie ou l'enregistrement ou l'archivage, faite sans le consentement écrit de l'auteur est interdite.

TABLE DES MATIÈRES

IV CARTE DE L'AFRIQUE

1 INTRODUCTION

5 L'EGLISE EN AFRIQUE : UNE RAISON D'ESPÉRER POUR UN CONTINENT EN TRANSITION

7 L'EGLISE COMME SERVANTE

9 AUTRES SIGNES D'ESPOIR POUR UN CONTINENT CONFRONTÉ A DIFFÉRENTS DÉFIS

11 UN CONTINENT CONFRONTÉ A DES DÉFIS SANS NOMBRE

11 SIGNES DE CONFLIT

13 PAUVRETÉ, MALADIES ET POIDS DE LA DETTE

15 CONFLITS ET INSÉCURITÉ D'UN CONTINENT

19 RÉFUGIÉS ET PERSONNES DÉPLACÉES

21 LES ETATS-UNIS ET LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE FACE AU DÉFI DE L'AFRIQUE

22 PAUVRETÉ, DETTE ET DÉVELOPPEMENT

24 APPORTER UNE AIDE D'URGENCE POUR SOUTENIR LE SECTEUR DE LA SANTÉ

26 PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION

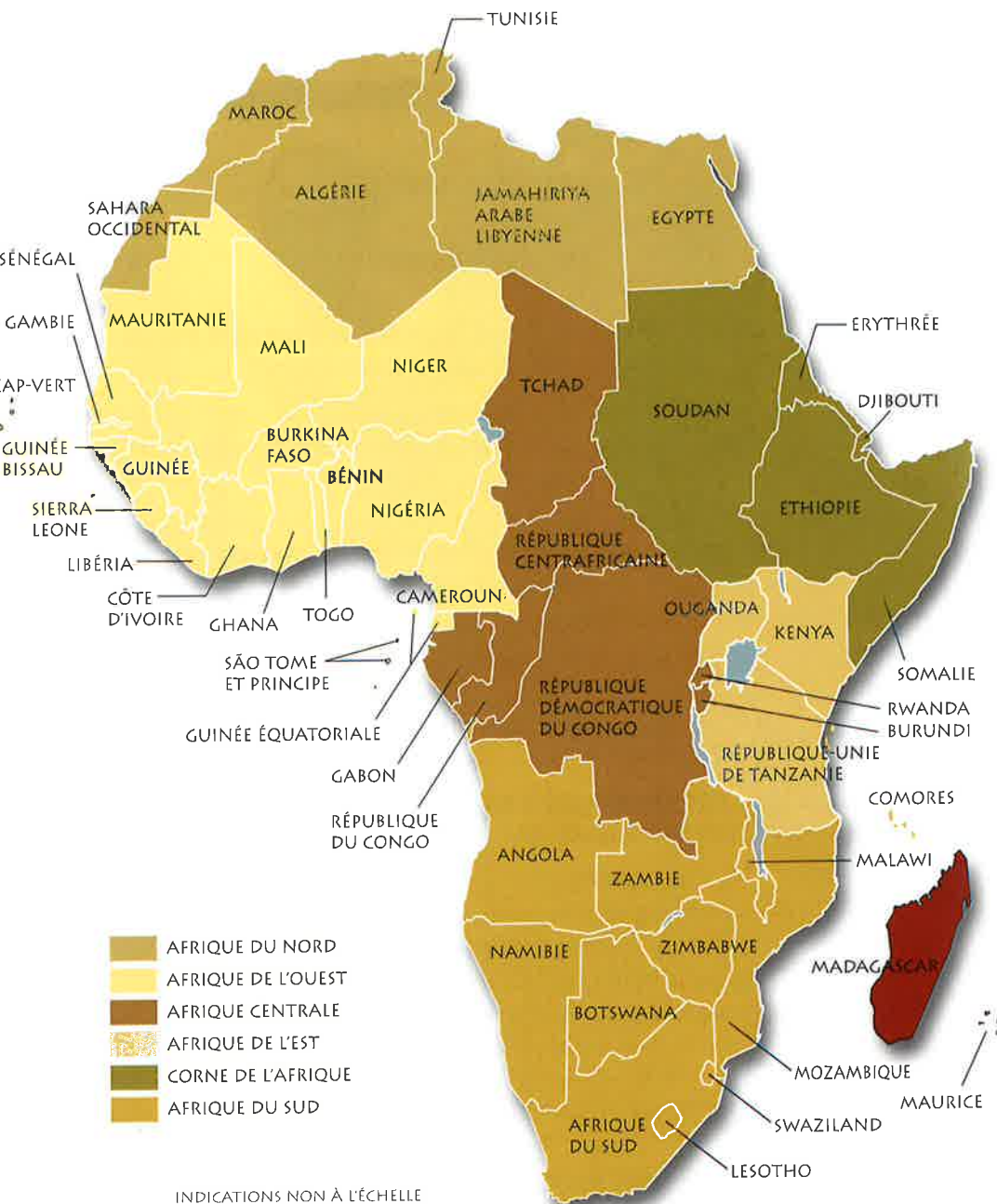
27 PROMOUVOIR DES RELATIONS COMMERCIALES QUI SOIENT DE VRAIS PARTENARIATS

28 S'ENGAGER POUR LA PAIX EN AFRIQUE

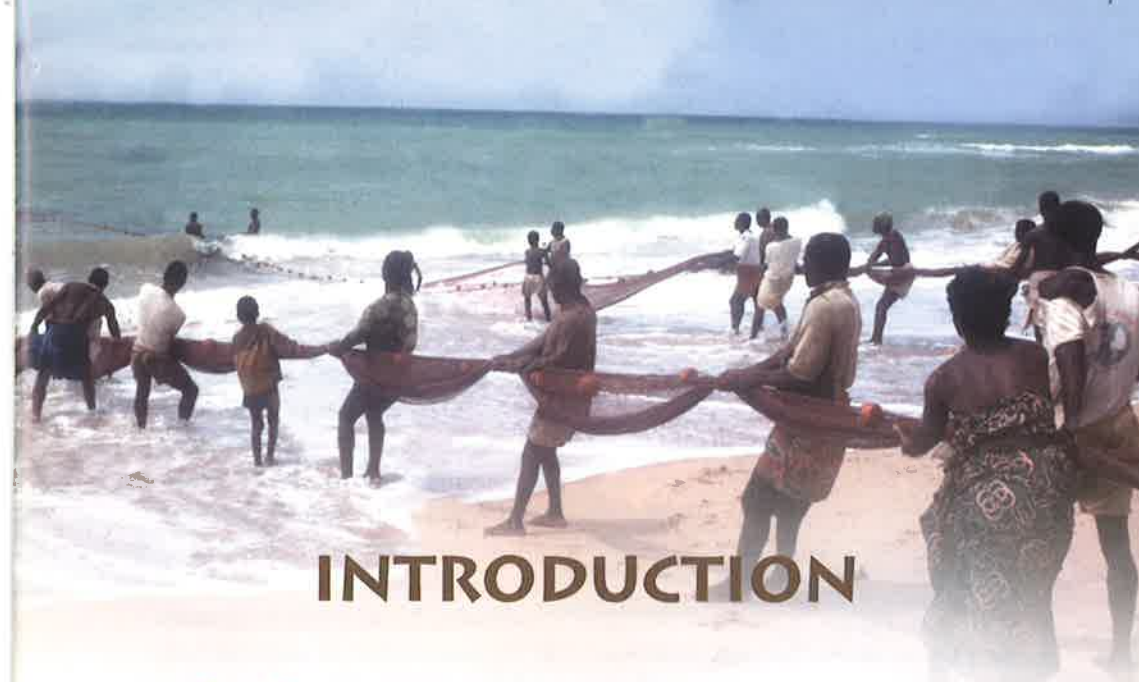
30 ASSISTER LES RÉFUGIÉS ET LES PERSONNES DÉPLACÉES

31 LA SOLIDARITÉ ENTRE L'EGLISE CATHOLIQUE AUX ETATS-UNIS ET L'EGLISE EN AFRIQUE

35 CONCLUSION



Source: 2001 Map Resources, Premier International.



INTRODUCTION

« **N**ous voulons adresser un mot d'espoir et d'encouragement à vous, la Famille de Dieu en Afrique. [...] Le Christ, notre espoir, est vivant ; vous aussi vous devez vivre ! » C'est ainsi que les Evêques africains témoignaient en 1994 dans le *Message du Synode* de leur espoir et du courage de l'Eglise catholique et des peuples de l'Afrique alors que le continent africain se trouve confronté à des défis impressionnants et à des obstacles toujours persistants. Ce message d'espoir inspire l'Eglise en Afrique à persévérer dans son combat pour rendre visible la plénitude de la vie (Jn 10, 10) promise à toute personne humaine. Ce message appelle une réponse sérieuse de la part de la communauté internationale, et tout spécialement de la part de l'Eglise catholique aux Etats-Unis.

Notre attention pleine de diligence envers l'Eglise et les peuples d'Afrique est marquée par deux convictions opposées : l'espoir et l'inquiétude. Nous écrivons pleins d'espoir, reconnaissant l'histoire, la force, la spiritualité, le courage et la capacité de l'Eglise et des peuples d'Afrique. Mais nous écrivons aussi profondément inquiétés par la prolifération des conflits armés, par la détérioration du secteur de la santé et de l'éducation, par l'affaiblissement des structures sociales et communautaires, et par la propagation incessante de maladies et d'autres menaces qui mettent en danger la vie de nos frères et sœurs africains. Nous craignons que les espoirs de l'Afrique ne puissent être ruinés par l'indifférence et l'inaction en Afrique et dans le monde. Pour toutes ces raisons, nous élevons notre voix et faisons écho à l'appel lancé par le Saint-Siège lors



du Sommet du Millénaire des Nations-Unies afin que « l'Afrique bénéficie d'une attention spéciale, et que des efforts soient faits afin de réellement répondre aux besoins. »¹

Répondant à l'appel de l'Eglise en Afrique, en tant que pasteurs aux Etats-Unis, nous reconnaissons les liens mutuels de solidarité qui nous unissent, liens qui ont été tissés dans la vie, la mort et la résurrection de Jésus Christ. Nous sommes solidaires

de l'Eglise et des peuples d'Afrique afin de reconnaître et soutenir leur courageux engagement en faveur de la paix, de la justice et de la réconciliation. Nous encourageons la communauté catholique aux Etats-Unis à mettre ses talents et ses ressources au service de la justice, de la paix et du développement intégral du continent africain. Nous lançons un appel au gouvernement des Etats-Unis afin qu'il ait un rôle central dans ce processus et accroisse son engagement en travaillant avec les nations africaines afin de s'attaquer aux défis présents et assurer l'avenir. Dans cette entreprise, nous nous souvenons des mots du Saint-Père : « *L'Afrique n'est pas destinée à mourir mais à vivre !* »²

Cet appel à la solidarité avec l'Afrique s'étend bien au-delà du simple témoignage de l'Eglise. Très récemment, il a été exprimé par une prise de conscience progressive de la part de la communauté internationale et par son engagement plus important en faveur du développement et de la paix, avec et entre les peuples et les nations d'Afrique. Les récentes réunions et initiatives sont le signe d'un engagement international croissant à travailler avec les pays africains afin de combattre la pauvreté, le Sida/VIH et les maladies infectieuses, et afin de promouvoir la paix, la sécurité et le développement. Ces efforts doivent être encouragés et favorisés.

En lançant notre appel à la solidarité avec l'Eglise, avec les pays et les peuples d'Afrique, particulièrement les pays d'Afrique sub-saharienne, nous reconnaissons la responsabilité particulière et les moyens dont nous disposons, en tant que catholiques et citoyens des Etats-Unis. En tant que catholiques, nous embrassons le caractère universel de notre identité chrétienne, une identité qui « tran-

scende les frontières et nous appelle à vivre en solidarité et justice avec les peuples de la terre. »³ En tant qu'Américains, nous reconnaissons la position singulière dont jouissent les Etats-Unis en tant que l'une des nations les plus riches de la planète. Cette position privilégiée nous impose des responsabilités. Le cri du pauvre Lazare vers l'homme riche et insensible, dans l'évangile de Luc (Lc 16, 19-31), ne cesse de nous rappeler notre sens des responsabilités. Nous ne pouvons satisfaire à nos obligations morales envers les pauvres du monde en ne laissant que quelques miettes de notre abondance matérielle aux peuples et nations d'Afrique sub-saharienne. Nous sommes appelés à un engagement beaucoup plus important de nos ressources et de nos énergies.

NOTRE FOI L'EXIGE : Le message de salut apporté par Jésus est universel. Jésus révèle à chaque personne sa propre dignité d'homme. Ce message proclamé par l'Evangile est à l'origine des principes de l'enseignement social de l'Eglise, mettant au défi chaque personne de respecter la vie et la dignité de tous et de réaliser les relations et la destinée commune de la famille humaine dans son ensemble. Dans le Christ, nous découvrons les liens mutuels de solidarité avec nos frères et sœurs d'Afrique.

NOS FRÈRES ET NOS SŒURS APPELLENT À L'AIDE : Alors que nous sommes témoins de souffrances immenses et que nous entendons appeler à l'aide, nous reconnaissons les liens d'une foi partagée et d'une humanité qui nous unit avec les peuples d'Afrique, en particulier avec les pauvres. Le Pape Jean Paul II et l'Eglise en Afrique nous appellent à la solidarité et recherchent notre aide. En tant que membres de l'Eglise universelle, nous « devons continuer à exercer le rôle prophétique [de l'Eglise] et être la voix des sans-voix » afin que partout la dignité de chaque personne humaine soit reconnue et que les personnes soient toujours au centre des programmes gouvernementaux. »⁴ *Répondre à cet appel est, pour nous, une obligation.*

NOTRE MONDE À BESOIN DE CET EFFORT : L'immensité de la pauvreté, de la violence, des maladies et du désespoir, en particulier en Afrique sub-saharienne, menace la stabilité et la sécurité de la communauté internationale. Différents peuples doivent reconnaître qu'ils partagent des intérêts, des valeurs et des devoirs communs malgré les distances et les différences. La promotion de ce bien commun international aidera tous les peuples à vivre en paix et en sécurité.

LES ETATS-UNIS ONT DES RESPONSABILITÉS PARTICULIÈRES : L'histoire de notre nation, sa richesse, son pouvoir économique et politique et son rôle de leader dans le monde nous imposent une responsabilité à laquelle nous ne pou-

vons nous dérober: nous devons aider les peuples d'Afrique à vivre en paix et dans la dignité. Dès l'origine de notre nation, les descendants du peuple africain ont joué un rôle majeur dans la défense de la démocratie et ont largement contribué au développement social, culturel, économique et spirituel des Etats-Unis. Nous devons reconnaître le rôle incommensurable que le drame de l'esclavage a joué dans le développement et l'expansion de l'économie des Etats-Unis. Les descendants de ces citoyens africains continuent de jouer un rôle essentiel dans la formation de l'identité américaine et dans la promotion du bien commun. Pour ces raisons, les Etats-Unis ont clairement un devoir moral d'adopter des politiques et de supporter des programmes qui encouragent le développement intégral de l'homme ainsi qu'une croissance économique à long terme pour les pays les plus pauvres, avec une attention toute particulière pour l'Afrique sub-saharienne. Il ne s'agit pas là seulement d'une option politique possible mais d'une obligation morale.

NOTRE CONTRIBUTION PEUT ÊTRE DÉCISIVE : A un rythme alarmant, de nombreuses personnes meurent encore en Afrique. Le continent fait face à des défis importants qui très souvent fragilisent l'engagement des peuples dans leur quête de la justice, de la paix et du développement intégral. Nos voix peuvent se joindre à celles de tant d'autres afin d'encourager un engagement suivi, juste et global des immenses ressources de la planète afin de mettre en œuvre des solutions définitives qui respectent, dans son intégralité, la dignité humaine de nos frères et sœurs vivants dans les pays les plus pauvres d'Afrique.

Dans nos efforts pour répondre concrètement à cet appel à la solidarité avec l'Eglise et les peuples d'Afrique, nous reconnaissons « que l'Afrique est un immense continent où des situations très diverses se retrouvent [...] Il est donc nécessaire d'éviter toute généralisation hâtive tant dans l'évaluation des problèmes que dans la proposition de solutions. »⁵ Notre tâche ne saurait être de réduire la difficulté propre aux situations ou bien la complexité propre à l'histoire des peuples, des régions et des nations en Afrique, dans un effort pour trouver des solutions de par trop simplistes. Pas plus que nous ne saurions prétendre parler au nom de l'Afrique, au nom du peuple et des nations de l'Afrique ou bien encore au nom de l'Eglise catholique en Afrique. Non, nous sommes solidaires de l'Eglise d'Afrique ; nous cherchons à attirer l'attention sur les problèmes de l'Afrique et sur son potentiel ; nous voulons nous faire l'écho des Africains afin qu'ils puissent être enfin entendus par un monde si souvent distrait.



L'ÉGLISE EN AFRIQUE : UNE RAISON D'ESPÉRER POUR UN CONTINENT EN TRANSITION

L'Eglise en Afrique est profondément enracinée dans l'histoire du continent, et se caractérise par sa croissance rapide, par sa spiritualité pleine de vie et par sa créativité. Dès la seconde moitié du I^{er} siècle de notre ère, l'Eglise a activement accompli sa mission à travers les communautés si vivantes d'Égypte, de Nubie (Sud de l'Égypte et Nord du Soudan), d'Éthiopie et en Afrique du Nord et dans la Corne de l'Afrique [cf. document n° 1, p. 6, sur le développement de l'Eglise en Afrique]. Des papes africains, des théologiens, des maîtres spirituels et des laïcs chrétiens engagés ont largement contribué à l'évolution de la réflexion de l'Eglise quant à sa nature théologique et missionnaire et à son foisonnement spirituel, un rôle qui continue encore aujourd'hui. Par la suite, alors que l'Eglise s'enracinait plus profondément encore en Afrique au milieu de grands troubles, des missionnaires catholiques, répondant à l'appel du Christ à prêcher et à enseigner toutes les nations, sont allés porter le message d'espoir chrétien à travers le continent tout entier. Ces témoins engagés ont pris soin des personnes, intégrant tant leurs besoins spirituels que physiques et sociaux. Ils ont introduit des systèmes d'éducation et de santé qui, aujourd'hui encore, répondent aux besoins de millions de personnes à travers le continent africain. Et ils ont partagé avec

DOCUMENT N° 1 : CHRISTIANISME ET L'ÉGLISE CATHOLIQUE EN AFRIQUE

- ▶ L'Afrique est la région du monde où l'augmentation du nombre de chrétiens est la plus importante, avec désormais plus de 350 millions de chrétiens.
- ▶ L'Église catholique en Afrique compte plus de 116 millions de membres.
- ▶ Il y a en Afrique plus de 10.000 paroisses et plus de 75.000 missions.
- ▶ Dès la seconde moitié du 1^{er} siècle de notre ère, les missionnaires chrétiens ont porté le message de l'Évangile en Égypte, en Éthiopie, en Nubie (sud de l'Égypte et nord du Soudan).
- ▶ Du XV^e au XVIII^e siècle, l'activité missionnaire de l'Église s'est étendue à travers des régions recouvrant l'actuel Angola, la République Démocratique du Congo, le Zimbabwe, le Mozambique (zones sous influence portugaise en Afrique de l'Ouest) ainsi qu'au Kenya.
- ▶ La troisième phase d'activité missionnaire de l'Église a vu, depuis la seconde moitié du XVIII^e siècle jusqu'à la 2^{de} guerre mondiale, l'établissement de l'Église en Afrique de l'Ouest, de l'Est, en Afrique Centrale et du Sud. Parmi les pays ainsi évangélisés, on compte la Sierra Leone, le Nigeria, le Ghana, le Dahomé (Bénin), l'Afrique du Sud, le Zimbabwe, le Malawi, la Zambie, l'Ouganda, le Soudan, la Tanzanie, le Rwanda et le Burundi.
- ▶ Depuis le concile Vatican II, l'Église en Afrique s'est inculturée, s'est africanisée et porte désormais l'Évangile « jusqu'aux extrémités de la terre. » (Actes 1,8)



Sources: *Annuaire de l'Église, 2000* (Cité du Vatican: Libreria Editrice Vaticana, 2000); David B. Barrett, George T. Kurian, Todd M. Johnson, eds, *World Christian Encyclopedia: A Comparative Survey of Churches and Religions in the Modern World*, 2ème édition (Oxford: Oxford University Press, 2001); John Baur, *2000 Years of Christianity in Africa: An African History, 62-1992* (Nairobi: Daughters of St. Paul, 1994); Jean Paul II, *Ecclesia in Africa*.

le monde entier les valeurs et les idées qu'ils ont acquises par leur profonde communion avec l'Église et ses membres en Afrique.

Aujourd'hui, l'Église catholique et d'autres communautés ecclésiales en Afrique se développent à une vitesse inégalée dans le monde. Il y a un peu plus de 800 millions de personnes vivant dans les 54 pays que compte l'Afrique, dont plus de 350 millions sont chrétiens et plus de 116 millions sont catholiques.⁶ Les catholiques africains représentent presque 15% de l'ensemble de la population africaine. L'Église catholique est une communauté de foi vibrante, dynamique permettant un renouveau spirituel et social à travers le continent et également au sein de notre communauté universelle de foi.

L'ÉGLISE COMME SERVANTE

En Afrique, l'Église catholique et d'autres groupes chrétiens animent des services sociaux écoles, hôpitaux, cliniques, coopératives agricoles qui sont parmi les institutions non-gouvernementales les plus stables. Près de 17% de l'ensemble du système de santé en Afrique subsaharienne est administré par l'Église catholique.

Dans des zones de conflit intense, comme le Sud Soudan, l'Est Congo et la Sierra Leone, l'Église continue à répondre aux besoins des personnes avec grand courage alors que les gouvernements et autres organisations politiques échouent

Outre répondre aux besoins sociaux de nombre d'africains, l'Église en Afrique ne cesse de défendre la vie humaine et la dignité de toute personne et de travailler pour la justice et la paix, dans des situations très difficiles. Ainsi, par exemple :

- **DANS LE SUD SOUDAN**, les églises catholique et chrétiennes promeuvent les droits de l'homme et réunissent diverses factions armées, afin de résoudre des différends séculaires et afin d'établir des liens qui renforcent davantage



DESSIN D'UN ÉTUDIANT REPRÉSENTANT LES EVEQUES CATHOLIQUES DU SOUDAN REMPLAÇANT LES ARMES PAR L'ÉVANGILE DE LA PAIX.



encore les échanges et la coopération mutuelle ; en même temps, dans le Nord Soudan, l'Eglise garantit l'accès à des services de santé et d'éducation à nombre des 2 millions de personnes déplacées qui ne reçoivent, par ailleurs, aucune assistance de la part de leur gouvernement.

- **EN AFRIQUE DU SUD**, la communauté catholique s'est unie à tant d'autres pour s'opposer à l'apartheid et, aujourd'hui encore, elle aide à promouvoir guérison et réconciliation tout en répondant aux besoins élémentaires de tant et tant en Afrique du Sud. Avec l'aide de Catholic Relief Services (CRS – Caritas Internationalis), l'Eglise en Afrique du Sud est en train de mettre en œuvre de nouvelles stratégies pour lutter plus efficacement contre l'épidémie du Sida/VIH qui affecte près de 25% de la population adulte. Ces stratégies se fondent sur des soins apportés au sein de la communauté, sur l'éducation et la dispensation d'une formation morale, sur l'engagement public, et la promotion d'un plus grand accès aux médicaments de base pour le traitement du paludisme, de la tuberculose et du Sida/VIH.
- **EN AFRIQUE CENTRALE ET DE L'OUEST**, l'Eglise est un acteur majeur, œuvrant en collaboration avec d'autres, pour aider à la réforme des structures politiques et à la réhabilitation des institutions nationales. Le Bénin et la République Démocratique du Congo (ex-Zaïre) sont deux exemples où, au début des années 90, l'Eglise, par le biais de ses évêques, a rendu possible et

a dirigé les processus de réconciliation nationale, appelant les uns et les autres à un plus grand respect de la démocratie, des droits de l'homme et à une gestion des affaires publiques plus responsable et plus transparente.

- **AU NIGERIA**, au milieu de difficultés politiques, économiques et sociales énormes la voix de l'Eglise résonne, en coopération avec les leaders d'autres églises chrétiennes et la communauté musulmane, appelant à un dialogue substantiel entre religions, entre ethnies et entre régions. L'Eglise à travers le continent doit être encouragée dans ses efforts pour promouvoir un dialogue œcuménique et interreligieux, ainsi que la liberté religieuse et le respect mutuel.
- **AU KENYA**, l'Eglise et d'autres groupes religieux ont pris la tête des efforts visant à réformer la constitution, à défendre les droits de l'homme, et à supprimer la corruption.

Ces actions de l'Eglise en Afrique et d'autres encore sont les signes d'une communauté cherchant, selon l'expression du Pape Jean Paul II, à demeurer « résolument du côté des opprimés, des sans-voix et des marginaux. »⁷

A leur tour, les catholiques d'Afrique participent également pour une large part à la vie de l'Eglise aux Etats-Unis. Des prêtres, des religieux et des religieuses venus d'Afrique, qui ont été envoyés aux Etats-Unis pour y étudier ou pour y travailler, rendent un service important à l'Eglise. Egalement, des laïcs africains se joignent à nous pour célébrer la vie, la mort et la résurrection du Seigneur Jésus, et contribuent d'une façon unique à la vie de nos paroisses, diocèses et autres structures d'Eglise. Leur expérience et leur sagesse peuvent aider à donner une direction et un élan à nos efforts pour prêcher l'Evangile et pour promouvoir la justice, la paix, les droits de l'homme et un développement pleinement humain en Afrique.

AUTRES SIGNES D'ESPOIR POUR UN CONTINENT CONFRONTÉ À DIFFÉRENTS DÉFIS

Les nations africaines elles-mêmes sont les témoins de processus de changement et de renouveau. L'Afrique du Sud a, d'une façon impressionnante, combattu sans violence le régime de l'apartheid et a ainsi donné aux autres pays une leçon sur le pouvoir de la prière, de la vérité et de la réconciliation. Le succès du récent processus électoral au Ghana constitue un exemple pour d'autres nations parfois



plus puissantes ou ayant une plus longue tradition démocratique. L'engagement actif du Mozambique dans un programme de reconstruction et de développement représente pour tout le peuple du Mozambique une nouvelle source d'espoir et de nouvelles chances. Les leaders de cinq nations africaines, lors du sommet du G-8 à Gênes (juillet 2001), ont présenté une

proposition dans laquelle les gouvernements africains s'engageaient à éliminer la pauvreté, à gouverner d'une façon plus transparente, à rétablir l'état de droit, à arrêter le tribalisme et les conflits, à promouvoir un développement et une croissance durables. Cette initiative invite également la communauté internationale à accroître les investissements, l'assistance technique et à favoriser une intégration plus équitable et plus harmonieuse de l'Afrique au sein de l'économie mondiale afin de promouvoir le développement économique des pays africains. Les chefs d'état du G-8 ont bien accueilli cette proposition et sont tombés d'accord pour établir un nouveau partenariat. Ces exemples sont la preuve que c'est la force et le courage des peuples et des nations d'Afrique qui leur permet d'apporter des solutions efficaces à leurs problèmes. L'Afrique n'est pas un continent perdu mais bien un lieu où les gens luttent pour résoudre les problèmes du passé et les défis présents afin de construire un futur plein d'espoir.

La communauté mondiale doit beaucoup aux peuples d'Afrique. L'Afrique a toujours été au service des autres nations à cause de ses nombreuses ressources en hommes et en matières premières. Près de 15% des importations pétrolières des Etats-Unis et une large part de ses importations de diamants, or, bois précieux et autres matières premières proviennent du continent africain. De nos jours, les médecins et spécialistes africains, les éducateurs et d'autres personnels formés participent à l'accroissement de la connaissance humaine. Les docteurs et les chercheurs africains sont des partenaires essentiels dans la recherche de nouveaux médicaments ou de médicaments plus efficaces afin de traiter les maladies les plus mortelles et les plus handicapantes. Les musiciens et artistes africains constituent de nouvelles formes d'expressions artistiques qui ne cessent d'approfondir et d'élargir l'expression esthétique des personnes, des pays et des cultures à travers le monde entier ; d'autres encore excellent dans nombre de compétitions athlétiques à travers le monde.



UN CONTINENT CONFRONTÉ A DES DÉFIS SANS NOMBRE

SIGNES DE CONFLIT

L'espoir chrétien ne doit pas être confondu avec un optimisme naïf. Bien que nous reconnaissons les nombreux apports réalisés par les peuples d'Afrique – leur grand potentiel humain et l'importance de leurs ressources naturelles – nous sommes aussi conscients des nombreuses forces destructrices qui ont empêché et continue de menacer le développement intégral des peuples et des nations africaines. L'esclavage, notamment, est un système fondamentalement pervers et a privé le continent africain de ses *plus* précieuses ressources : ses hommes, ses femmes et ses enfants. Des millions de personnes ont été arrachées de force à leurs familles et à leurs communautés pour vivre dans des pays et dans des conditions si humiliantes et si inhumaines que les mots ne sauraient rendre compte de leurs souffrances. Notre propre nation, ainsi que le reste des Amériques, continue de vivre en portant le poids d'un tel mal. Notre propre peuple porte encore en lui-même les marques de l'esclavage et vit sur son histoire, une histoire qui n'a pas encore été complètement reconnue ou que l'on n'est pas encore parvenu à réconcilier. L'Amérique a la responsabilité de dépasser l'héritage de l'esclavage et du racisme et cette attitude doit se retrouver dans ses programmes et ses politiques tant nationales qu'internationales. En outre, la communauté internationale et les états africains doivent

faire de nombreux efforts afin d'éliminer cette pratique ininterrompue de l'esclavage dans des pays tels le Soudan et la Mauritanie.

L'héritage colonial de l'Afrique a contribué pour une part aux conflits, aux troubles et aux haines entre les différentes ethnies de l'Afrique sub-saharienne. Au Soudan, au Rwanda, au Burundi ou bien encore en République Démocratique du Congo, voire ailleurs, l'instabilité socio-politique et les conflits ont pour origine les politiques d'aliénation, de discrimination, d'exclusion sociale et de manipulation des identités ethniques menées afin d'assurer le contrôle et la domination des nations coloniales sur de vastes étendues géographiques, sur d'énormes richesses naturelles et d'immenses ressources humaines. Dans l'Afrique post-coloniale, les hommes politiques et les chefs militaires ont souvent employé les mêmes méthodes pour exploiter ces ressources afin de satisfaire leurs propres fins. Tout au long de ces étapes, l'Eglise en Afrique, dans son témoignage de foi, a lutté afin de rendre toujours plus manifeste cette justice qu'elle-même ose proclamer aux autres.⁸

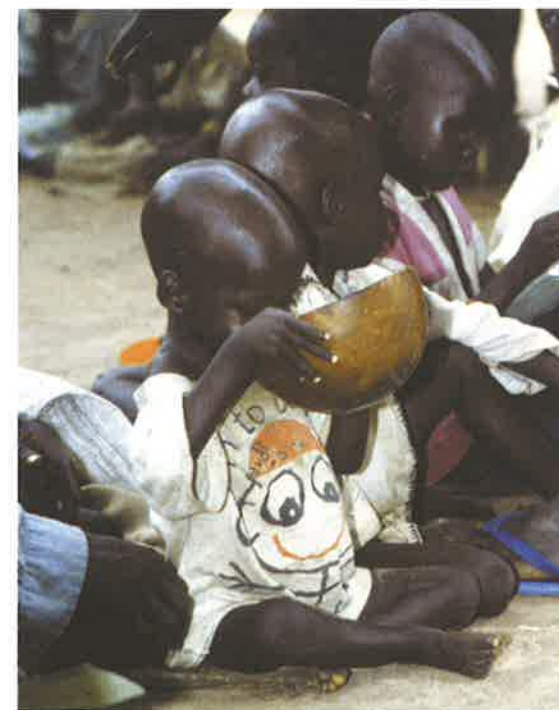
La corruption et une mauvaise gestion ont pillé les ressources des peuples africains, réduisant par là-même leur capacité à répondre aux besoins humains les plus pressants. Comme l'ont dit, l'année dernière, les évêques du Cameroun, « la corruption a atteint un niveau suicidaire dans notre société. Cela est accepté comme une façon de faire normale, à tel point que ceux qui la pratique ne ressentent plus le moindre remord. »⁹ Des facteurs sociaux et culturels favorisent cette situation en Afrique. Malheureusement, certains programmes d'assistance menés par des instituts multilatéraux ou bilatéraux de prêt ne se sont pas assez centrés sur la réduction de la pauvreté et ont incidemment favorisé une aggravation de la corruption. Ces instituts et ces programmes ont parfois été aveugles face à la corruption et à la mauvaise gestion des affaires publiques en République Démocratique du Congo, au Libéria, au Kenya, au Cameroun et ailleurs, tout cela au nom de la démocratie et du développement. Quelque soit la cause de la corruption, celle-ci ainsi qu'une mauvaise gouvernance font que des bébés sont mal nourris, des enfants sont illettrés, et que le chômage touche de large part de la population.

Dans plusieurs pays d'Afrique sub-saharienne, le problème de la réforme agraire a donné lieu à un examen approfondi des accords issus de la colonisation et des programmes de réforme agraire mis en œuvre lors de la décolonisation. Ces programmes étaient basés sur des expropriations injustes et ont continué, voire aggravé, la pauvreté et le sous-développement. La Conférence des Evêques

d'Afrique du Sud reconnaît « qu'en Afrique du Sud une très large proportion des terres arables demeurent entre les mains d'une minorité qui, historiquement, l'a obtenu par des moyens injustes. »¹⁰ Le Zimbabwe est probablement l'exemple le plus marquant où la violence, l'instabilité, la mise entre parenthèse de l'état de droit et la corruption ont ruiné toutes les tentatives des gouvernements africains visant à s'attaquer au problème de la réforme agraire.¹¹ La communauté internationale devrait soutenir et encourager une réforme agraire juste et équitable entreprise par les gouvernements africains, en tant qu'élément d'une stratégie plus large visant à l'élimination de la pauvreté. Ainsi « la destinée universelle des biens terrestres » pourrait être accomplie.¹²

PAUVRETÉ, MALADIES ET POIDS DE LA DETTE

L'indigence et les privations dont souffrent tant d'Africains requièrent de la part de la communauté internationale, y compris notre pays, une réponse urgente. Des centaines de millions de personnes se meurent et se voient dénier des éléments fondamentaux de leur dignité humaine. Près de 300 millions d'Africains, nombre à peu près équivalent à la population des États-Unis, vit dans la pauvreté extrême, n'ayant pour survivre qu'un peu moins d'un dollar par jour. La plupart n'ont pas accès aux services de santé ou bien à l'eau potable. Le paludisme, la tuberculose, le Sida/VIH et d'autres maladies transmissibles menacent d'exterminer dans les 20 prochaines années près d'un quart de la population de certains pays d'Afrique [cf. document n°2, p. 14 les maladies transmissibles et leur influence sur l'Afrique sub-Saharienne]. Une



DOCUMENT N° 2 : RAPPORT DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ SUR LE SIDA/VIH, LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME

- ▶ Les maladies infectieuses, y compris le Sida/VIH, la tuberculose et le paludisme, sont responsables de près de la moitié des décès dans les pays en voie de développement. Ces trois maladies à elles seules sont la cause de plus de 300 millions de malades et plus de 5 millions de morts chaque année.
- ▶ Ceux qui sont les plus touchés par la maladie sont les personnes les plus pauvres qui n'ont pas accès aux soins médicaux, aux médicaments, à de l'eau potable ou bien ne reçoivent pas une ration alimentaire journalière suffisante.
- ▶ Ces maladies ont pour conséquences sociales et économiques la continuation et l'aggravation de la pauvreté à travers la perte d'emploi, l'échec scolaire, la baisse des investissements financiers et une plus grande instabilité sociale.
- ▶ Lorsque plus de 20% des adultes sont infectés par le VIH, les économies africaines voient reculer leur PNB de 1% par an. C'est le cas du Botswana, de l'Afrique du Sud, du Lesotho, du Malawi, du Zimbabwe, de la Zambie, du Kenya et ailleurs également.
- ▶ Combattre les effets négatifs du paludisme coûterait environ un milliard de dollars par an. Éliminer le paludisme permettrait aux pays sub-sahariens de voir leur PNB croître de 3 à 12 milliards de dollars par an.
- ▶ Si un milliard de dollars était dépensé chaque année pour lutter contre la tuberculose, 70% des cas pourraient être traités faisant ainsi baisser la mortalité de 50% dans les 5 ans à venir.



Source: Organisation Mondiale de la Santé, *VIII, tuberculose et paludisme : trois maladies infectieuses qui constituent des menaces majeures*, Eléments de base en vue des discussions du G-8 (juillet 2000), Point de repère n°1.

telle dévastation de la population dans son ensemble fera qu'il y aura encore moins de professeurs, de paysans, de professionnels de la santé ainsi que d'autres professions.

Les enfants représentent l'un des groupes les plus touchés par la pauvreté. Nombre meurent de faim ou par manque de soins médicaux. Des millions d'enfants sont illettrés, ont une espérance de vie limitée et n'ont pas de soutien de la part de leur famille. D'autres sont enrôlés de force dans l'armée ou bien incorporés dans les milices des rebelles. Les orphelins, les enfants vivants dans la rue, et les familles ayant à leur tête un enfant se comptent par dizaines de millions parce que les parents sont eux-mêmes victimes de maladies ou de conflits. Les femmes africaines, également, souffrent plus que les autres de la pauvreté, du manque de soins médicaux et de leur faible représentativité politique. On entre ainsi dans un cercle vicieux où la pauvreté, la mort, la désintégration des familles et des systèmes de soutien traditionnel, la perte d'identité sociale et les privations ne cessent de s'aggraver.

Plusieurs pays d'Afrique sub-saharienne doivent également faire face au poids très lourd du remboursement de la dette. Même avec un allègement accru de la dette internationale, fortement encouragée par notre conférence des évêques en 1999 dans sa déclaration *A Jubilee Call for Debt Forgiveness (Appel à la réduction de la dette à l'occasion du Jubilé)*, un certain nombre de pays d'Afrique sub-saharienne continuent à payer des remboursements qui représentent près d'un quart des revenus du pays et qui, ce faisant, détournent d'autant ce qui aurait pu être utilisé pour des services de santé, pour l'éducation et d'autres projets visant à éliminer la pauvreté. En cette ère de globalisation, l'Afrique devient rapidement l'endroit principal dans le monde où se trouve concentrée la pauvreté.¹³ Compte tenu de l'aggravation de la crise, ce que nous faisons pour l'instant pour lutter contre cet état de fait n'est pas suffisant et demeure en l'état inacceptable.

CONFLITS ET INSÉCURITÉ D'UN CONTINENT

Alors que la plus part de l'Afrique vit en paix, certains des conflits les plus meurtriers de la planète continuent à faire rage sur le continent africain. La guerre qui sévit au Soudan depuis 18 ans, et est associée à une campagne systématique d'islamisation et d'arabisation, constitue un quasi-génocide au cours duquel 2 millions de personnes sont mortes et plus du double ont été déplacées. Le monde ne peut ignorer l'odieux abus de pouvoir que représente le gouvernement soudanais. La guerre en République Démocratique du

DOCUMENT N° 3 : LA CRUCIFIXION D'UN CHRÉTIEN NUBIEN [SOUDANAIS]

« Un jeudi, au marché de Toroji, [les forces de sécurité du gouvernement] m'ont accusé de coopérer avec les rebelles [de l'Armée de Libération des peuples du Soudan], mais elles n'avaient aucune preuves même après enquête. Pendant mon arrestation, ils m'ont torturés de toutes les façons possibles. Ils m'ont jeté entre la vie et la mort. Après m'avoir torturé, les [forces] de sécurité décidèrent que j'étais innocent et ils m'ont libéré pendant qu'ils continueraient leur enquête. Ils ont dit que j'étais un rebelle. J'ai refusé d'être appelé ainsi et j'ai dit que je ne connaissais pas le mot « libération » depuis que j'étais né. Je leur ai dit que j'étais un chrétien, que je sers l'Eglise. Si donc vous me torturez parce que je suis chrétien, évidemment je suis et reste chrétien et j'accepte que ce que vous faites. Ils m'ont dit que cela ne m'empêcherait pas d'être traité comme un criminel et ils ont commencé différentes tortures. Ils m'ont frappé pendant trois heures sans arrêt, ils ont brûlé ma main avec un fer chauffé à blanc, ils ont coupé mes doigts avec des pinces, ils ont essayé de me trancher la gorge.

« Un officier de la sécurité était présent et il a ordonné que je sois crucifié au soleil sur un tank de l'armée. Ils m'ont battu et ont lié mes pieds et mes mains comme sur une croix. C'était entre une heure et deux heures de l'après-midi et le soleil était très chaud. [...] Le diable et l'Esprit de Dieu ont commencé à batailler en moi. L'esprit mauvais disait : « Tu n'as qu'à mentir et après tu seras libre. » Mais à la fin, j'ai pris mon courage à deux mains et je me suis souvenu de ce qui est écrit : « Si tu me renies devant le monde, je te renierai devant mon Père et ses anges » et aussi « Soyez fidèles jusqu'à la mort et je vous donnerai la couronne de la vie. » Je suis devenu encore plus courageux lorsque je me suis souvenu de ce qui était arrivé dans l'Ancien Testament à Shadrak, Méshak et Abed-Négo lorsqu'ils furent jetés dans la fournaise. J'ai réussi à rester fidèle et j'ai vaincu Satan par le pouvoir de Jésus Christ. »

Source: *Testimony of Gabriel Tutu, Christian Evangelist*, in R. Werner, W. Anderson, and Andrew Wheeler, *Day of Devastation, Day of Contentment: The History of the Sudanese Church Across 2000 Years* (Nairobi, Paulines Publications Africa, 2000), 611-120.



Congo a causé la mort de 3 millions de personnes rien que dans les trois dernières années. Un nombre important d'amputations de mains ou de pieds en Sierra Leone, la dépopulation de larges zones en Angola, les combats féroces au Burundi sont autant d'illustrations de cet héritage de mort et de destruction qui a ruiné les efforts accomplis afin d'éradiquer la pauvreté et le développement à long terme.

Les conflits en Afrique sont de plusieurs types. La manipulation des identités culturelles et religieuses afin de gagner ou consolider un pouvoir politique, économique ou bien social représente un genre de conflit particulièrement regrettable. La situation au Sud Soudan, au Burundi et au Rwanda démontre combien l'identité culturelle et ethnique peut être employée pour cultiver une culture de haine et de profonde suspicion entre différents groupes ethniques, pouvant mener jusqu'au génocide. Au Rwanda en 1994, plus d'un demi-million de personnes (soit 8% de la population) ont été massacrées en l'espace

de trois mois seulement. Pour les chrétiens, il est particulièrement douloureux de voir que les différences ethniques au Rwanda, comme ailleurs, déchirent l'unité et l'amour qui a été confié par le Christ à son Eglise. L'Eglise, les personnes au Rwanda ou d'autres pays déchirés par des conflits inter-communautaires ont besoin de nos prières incessantes et de notre soutien alors qu'elles s'efforcent d'aller au-delà de l'héritage de la haine raciale et de reconstruire des sociétés stables et multi-ethniques où règne la justice.

L'utilisation de l'identité religieuse – par exemple l'opposition des musulmans envers les chrétiens et des chrétiens envers les musulmans – représente un développement particulièrement inquiétant. Le déni systématique du gouvernement soudanais de toute liberté religieuse, les violations des droits de l'homme, le bombardement des populations civiles et la réduction en esclavage de femmes et d'enfants démontrent comment l'identité religieuse et culturelle peuvent être manipulées afin de servir des fins politiques et économiques. Ce détournement de la religion à des fins politiques empoisonne différentes régions d'Afrique et prive nombre d'africains de leur vie et de leurs droits [cf. p. 16 : compte-rendu de l'église du Soudan].

La richesse de l'Afrique en terme de ressources naturelles, qui aurait dû être une importante source de bienfaits, est parfois devenue une source de grandes souffrances. Ainsi le lien entre les ressources naturelles et les conflits en Afrique ne cessent de devenir plus évident. Les diamants et le pétrole, notamment, représentent deux sources d'inquiétude. En Sierra Leone, en Angola, et en République Démocratique du Congo, les conflits à propos des diamants ont généré d'intenses souffrances humaines et ont amené une instabilité politique. La prospection et l'exploitation pétrolières dans le delta du Niger ont engendré outre un accroissement de la pauvreté, une privation des droits civiques, et des désastres écologiques pour les gens et la région. De même, au sud du Soudan, la prospection pétrolière a conduit à des déplacements forcés d'un nombre important de personnes et contribue à la guerre cruelle menée par le gouvernement contre le Sud. Le pétrole a aussi contribué à la guerre civile en Angola pendant plusieurs dizaines d'années. Dans chacun de ces pays, des entreprises étrangères – américaines, européennes, asiatiques etc. – tirent d'importants bénéfices de l'exploitation du pétrole et des diamants alors qu'elles ne prêtent que peu d'intérêts aux effets négatifs que leurs activités peuvent avoir sur la paix, la stabilité, les droits de l'homme et l'environnement. Aux termes de ce commerce de ressources naturelles, des individus, des multinationales et des gouvernements étrangers ont fourni des armes aux gou-

vernements africains et à des groupes non-gouvernementaux ce qui a conduit à une plus grande instabilité et à de plus grandes souffrances humaines.

Il est trop facile d'ignorer ces guerres sous prétexte qu'elles sont des conflits ethniques très complexes, sous prétexte qu'une influence extérieure est sans effet ou bien encore parce qu'elles sont de peu d'intérêt stratégique pour les Etats-Unis et pour la communauté internationale. Il est évident qu'il échoit avant tout aux leaders politiques et militaires de ces pays de résoudre ces conflits. Mais les Etats-Unis et la communauté internationale ne peuvent ignorer plus longtemps qu'il est également de leur responsabilité d'aider à l'arrêt de ces conflits. Malheureusement, il semble que des facteurs raciaux, économiques, politiques ou bien la proximité géographique affectent d'une façon disproportionnée la politique étrangère de notre pays. Alors que le génocide des Balkans a vu un engagement important des Etats-Unis, celui du Rwanda n'a pas eu d'écho. De même le conflit en Irlande du Nord attire l'attention des Etats-Unis, mais pas la guerre et les persécutions au Soudan. Nous espérons que ces exemples dramatiques vont susciter un nouvel intérêt et donner lieu à un nouvel engagement.

RÉFUGIÉS ET PERSONNES DÉPLACÉES

Le nombre important de réfugiés et de personnes déplacées au sein des pays est une des conséquences directes de ces guerres civiles incessantes et de l'instabilité politique en Afrique. L'Afrique regroupe plus de 3,5 millions de réfugiés – près de 30% du nombre total de réfugiés dans le monde – et environ 50% des 25 millions de personnes déplacées de par le monde. Dans la Corne de l'Afrique (Soudan, Somalie, Ethiopie, Erythrée), dans la région des Grands Lacs (République Démocratique du Congo, Rwanda, Burundi, Uganda) et en Afrique de l'Ouest (Sierra Leone, Liberia, Guinée) des millions de réfugiés ont fui l'instabilité de leurs terres natales principalement à cause des conflits incessants qui s'y déroulent. Ces réfugiés ont alors à une existence misérable et instable dans des camps de réfugiés sans sécurité aucune. Nombre de ces camps connaissent des violences, des pénuries alimentaires, des conditions d'hygiène insuffisantes et des manques d'eau potable. A cause du manque de ressources et de volonté politique de la part de la communauté internationale, beaucoup de réfugiés, pour qui l'installation dans un nouveau pays est la seule solution durable, languissent dans des camps pendant des années.

Les personnes déplacées, c'est-à-dire celles qui sont obligées de quitter leurs maisons mais ne franchissent pas une frontière internationale, se trouvent souvent confrontés à des situations encore plus désespérées. Comme ces personnes déplacées ne bénéficient pas de protection légale internationale et qu'aucun organisme international n'a pour mission de leur venir en aide, ils manquent souvent des éléments de première nécessité pour survivre et ne bénéficient pas de l'asile ou du droit de s'installer dans un autre pays. Ils sont même confrontés à des dangers encore plus graves parce qu'ils restent pris entre deux feux, étant une fois de plus les victimes des guerres civiles et des violations des droits de l'homme par leur gouvernement et les autres belligérants. Par exemple, la guerre civile au Soudan dure depuis 18 ans et a produit plus de personnes déplacées que partout ailleurs dans le monde : 4 millions de personnes qui vivent dans des conditions inhumaines et demeurent vulnérables à tout bombardement aérien et déplacement imposé par les milices armées.

Le monde ne peut plus ignorer la terrible situation des réfugiés et des personnes déplacées en Afrique. Nombre d'états africains ont accueilli les réfugiés qui cherchaient protection chez eux. Ils leur ont offert la sécurité et l'aide qu'ils pouvaient leur donner. Mais cela ne saurait remplacer un engagement plus important des ressources américaines et internationales afin de protéger les réfugiés et les personnes déplacées en Afrique.



LES ETATS-UNIS ET LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE FACE AU DÉFI DE L'AFRIQUE

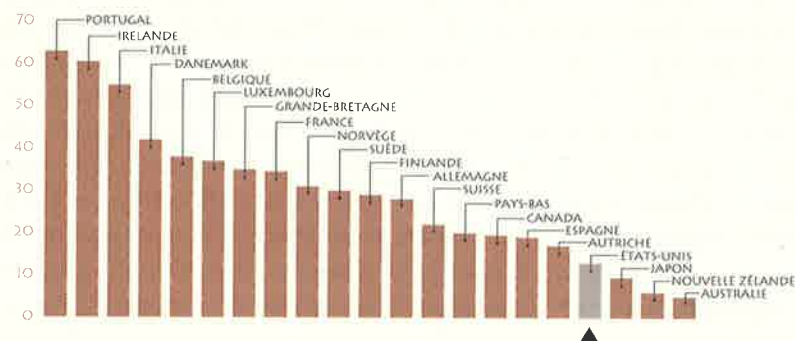
La politique étrangère des Etats-Unis à l'égard de l'Afrique a changé depuis la fin de la guerre froide. Durant l'ère post-coloniale, l'Afrique a été trop souvent le lieu de conflits par pays interposés entre les Etats-Unis et l'ancienne Union Soviétique. Guerres, régimes dictatoriaux et corrompus, violations des droits de l'homme et sous-développement sont le résultat d'une telle période [cf. document n°6, p. 28 : Mines en Afrique et commerce des armes issues de la guerre froide]. De nos jours, il y a moins d'interventions extérieures mais de plus en plus d'indifférence et de moins en moins d'engagement. Avec la fin de la guerre froide, il y a désormais de moins en moins de raisons stratégiques en faveur d'une intervention en Afrique. En revanche, d'un point de vue éthique, les raisons d'un tel engagement sont plus pressantes que jamais. Les Etats-Unis ne sauraient ignorer l'Afrique sous prétexte que le continent africain ne correspond pas à nos priorités stratégiques mais, au contraire, nous devons avoir une vision plus large de nos intérêts nationaux, de nos devoirs vis-à-vis du continent le plus pauvre de la planète. Notre pays devrait accorder une aide au développement plus importante pour les pays d'Afrique sub-saharienne, notamment une aide pour le système de santé qui est si délabré. Les Etats-Unis devraient aussi chercher à nouer et développer des relations commerciales qui permettent d'éradiquer la

pauvreté. Enfin, les Etats-Unis devraient jouer un rôle plus important dans la promotion de la paix en Afrique.

PAUVRETÉ, DETTE ET DÉVELOPPEMENT

Pour pouvoir répondre aux défis auxquels les peuples et les pays d'Afrique sont confrontés, il faut une assistance au développement très largement supérieure à ce qu'elle est actuellement. Que notre pays ne prête pas sérieusement attention aux besoins de l'Afrique est un scandale. Contrairement à ce que l'on pense généralement, l'aide au développement engagée par les Etats-Unis est la plus faible des pays développés, en terme de part du produit national brut (PNB) (voir le graphique ci-dessous). L'effort des Etats-Unis en Afrique sub-saharienne est insuffisant pour représenter une contribution substantielle, compte tenu de la nature des problèmes ainsi que du rôle de leader de l'Amérique dans le monde. Notre pays donne moins dans cette région, en pourcentage du montant total d'aide allouée, que presque tous les autres pays donateurs. Les évêques catholiques des Etats-Unis ont demandé qu'un milliard de dollars soit consacré à la réduction de la pauvreté en Afrique sub-saharienne, ce qui ramènerait l'assistance américaine (part du montant total de l'aide consacrée à l'Afrique sub-

DOCUMENT N° 4 : EN TERME DE POURCENTAGE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT (APD) CONSACRÉE À L'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE, L'AIDE AMÉRICAINE AU DÉVELOPPEMENT EST PARI MI LA PLUS FAIBLE



Source: *Testimony on 2002 Foreign Assistance on Behalf of the United States Catholic Conference and Catholic Relief Services* (March 2001). APD signifie Aide Publique au Développement.

saharienne) à un niveau légèrement au-dessus à ce que donne le troisième pays le moins généreux.¹⁴



Il faut plus d'argent mais l'argent seul n'est pas suffisant. Ces fonds peuvent être détournés de cette tâche si urgente qu'est l'élimination de la pauvreté à cause de la corruption, des conflits régionaux, de gouvernements faibles ou bien oppresseurs, et d'une mauvaise gestion de l'économie. La paix, la stabilité et un bon gouvernement sont les conditions essentielles pour l'éradication de la pauvreté et requièrent une attention vigilante de la part tant des pays donateurs que des pays africains eux-mêmes. La campagne en faveur de l'éradication de la pauvreté doit être menée par et pour les Africains, en considérant en premier les intérêts des personnes. La société civile doit jouer un rôle plus important afin de s'assurer du bon gouvernement des affaires publiques et de la formation d'une meilleure compréhension du bien commun.

Les Etats-Unis, en particulier, doivent réorienter leurs politiques étrangères d'aide afin de s'engager plus avant et plus spécifiquement en faveur d'une éradication globale de la pauvreté, en donnant la priorité à l'Afrique sub-saharienne. En outre, les investissements américains en faveur de l'éradication de la pauvreté dans les régions les plus pauvres d'Afrique doivent tenir compte de nos valeurs et espoirs en tant qu'êtres humains. Plusieurs programmes humanitaires en cours mettent trop l'accent sur des contrôles de population, moralement discutables. Comme le disait le Pape Paul VI, « les gens sont certainement tentés d'agir d'une façon autoritaire pour réduire le nombre d'invités à la table au lieu d'accroître la quantité de nourriture placée sur celle-ci. »¹⁵ Au contraire, un engagement en faveur de la solidarité humaine nous permettrait de faire du monde un lieu où chacun est accueilli, notamment les plus pauvres.

Les Etats-Unis et la communauté internationale devraient également continuer et renforcer leurs engagements en faveur de l'allègement de la dette pour les pays les plus pauvres, dont la plupart sont en Afrique. Au minimum, les pays

devraient agir afin de réduire le montant consacré au remboursement de la dette à 10% des revenus nationaux au maximum, pour tous les bénéficiaires de l'initiative en faveur des pays les plus endettés (HIPC).¹⁶ Cet allègement devrait être accordé en sus et non pas au dépens d'une augmentation substantielle des investissements en faveur de l'assistance au développement et des programmes de santé qui ont déjà été discutés précédemment. L'allègement de la dette ne peut être considéré isolément : cet allègement ne réussira dans ses objectifs que s'il fait partie d'une approche plus large de l'éradication de la pauvreté pour les pays les plus vulnérables de la planète.¹⁷

APPORTER UNE AIDE D'URGENCE POUR SOUTENIR LE SECTEUR DE LA SANTÉ

La situation sanitaire catastrophique de l'Afrique représente un défi particulier pour le développement. Outre l'augmentation des fonds disponibles pour la recherche et la fourniture des médicaments de base pour la prévention et le traitement du paludisme, de la tuberculose et d'autres maladies transmissibles, entre 4 et 5 milliards de dollars, au moins, sont nécessaires pour pouvoir commencer à s'attaquer sérieusement à l'épidémie du Sida/VIH. [Cf. document n° 5, p. 25: statistiques relatives à l'épidémie de Sida/HIV en Afrique subsaharienne.] L'engagement, à Gênes, des pays du G-8 et de l'Union Européenne, en juillet 2001, à allouer davantage de ressources pour combattre le Sida/VIH doit être saluée mais les montants proposés sont largement insuffisants. L'argent devrait être utilisé pour une stratégie clairement définie de traitement et de prévention adaptée, s'attaquant aux causes les plus profondes de cette épidémie. Au lieu de cela, certaines des approches de la prévention du Sida/VIH actuellement en vigueur, ou bien celles proposées, ne respectent pas les sensibilités culturelles et religieuses de l'Afrique et sont en désaccord avec les principes de la morale catholique. Nous demandons instamment une augmentation des montants alloués pour les médicaments et les traitements, pour la recherche, pour les systèmes de santé de base et pour les soins de ceux qui vivent avec le Sida/VIH, ainsi que des programmes d'éducation adaptés qui fournissent une information exacte à propos de la transmission de la maladie et favorisent un comportement sexuel responsable. Nous demandons également que la communauté internationale – et les grandes compagnies pharmaceutiques – répondent plus efficacement aux besoins des patients atteints du Sida dans les pays pauvres, « afin que ces hommes et ces femmes, fatigués dans leur corps et leur âme, puissent avoir accès aux médicaments dont ils ont besoin. »¹⁸

DOCUMENT N° 5 : EPIDÉMIE DE SIDA/VIH EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

« Le drame du Sida ne menace pas seulement certains pays ou certaines sociétés mais bien l'ensemble de l'humanité. Le Sida ne connaît pas de distinctions de race, d'âge, de condition sociale ou bien de géographie. [...] Il demande un suprême effort de coopération internationale de la part des gouvernements, de la communauté scientifique et médicale mondiale et de tous ceux qui exercent une influence afin de développer dans la société un sens de la responsabilité morale. » (Jean Paul II, *Visite en Tanzanie*, 1990).



UN EVEQUE VISITE DES MALADES INFECTÉS PAR LE VIRUS DU SIDA SOUFFRANT OU SOUFFRANT D'AUTRES MALADIES.

- ▶ Le Sida/VIH est la première cause de mortalité en Afrique.
- ▶ Plus de 25 millions d'adultes et d'enfants sont infectés par le VIH en Afrique subsaharienne, ce qui représente plus de 70% de la population mondiale infectée.
- ▶ Le taux d'infection parmi les adultes en Afrique subsaharienne est d'environ 8,8%. Seize pays, principalement en Afrique de l'Est ou du Sud, ont des taux d'infection supérieurs à 10%, dont le Botswana qui dépasse les 35%. On estime à 17 millions le nombre d'Africains morts du Sida, dont 2,4 millions en l'an 2000.
- ▶ On estime à près de 13 millions les orphelins à cause du Sida qui doivent également faire face aux risques de malnutrition, de remplacements sociaux, de perspectives d'éducation plus limitées et d'enrôlement pour le service militaire ou bien dans des milices militaires. D'ici 2010, on estime que 18 millions d'enfants africains seront orphelins à cause du Sida.
- ▶ ONUSIDA estime qu'en Afrique subsaharienne au moins la moitié des enfants âgés de 15 ans mourront du Sida.
- ▶ On estime que chaque année 600.000 enfants africains sont contaminés par le VIH lors d'une transmission de la mère à l'enfant, soit lors de la naissance, soit lors de l'allaitement au sein.
- ▶ Les taux d'infection dans nombre d'armées africaines sont extrêmement élevés. Plus de 40% de l'armée d'Afrique du Sud est contaminé par le VIH. Les taux d'infection parmi les 7 armées actuellement engagées dans le conflit en République Démocratique du Congo ont été estimés entre 50 et 80%.

Sources: ONUSIDA, *Rapport sur la pandémie de Sida/VIH* (juin 2000); R. Copson, *Congressional Research Service Issue Brief for Congress*, « AIDS in Africa » (12 décembre 2000).



PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION

La jeunesse de l'Afrique est évidente. Non seulement au travers des statistiques mais elle est également visible dans les rues, sur les marchés et dans les églises de n'importe quelle ville ou village d'Afrique. Cette jeunesse donne de l'espoir et le sens d'un renouvellement perpétuel au milieu de défis importants. Cela peut, cependant, devenir la source d'une grande instabilité et accélérer le délabrement de la société à moins que des ressources adaptées et une chance ne soient données à ceux qui sont destinés à aider à la construction de la société humaine.

Le gouvernement américain et la communauté internationale reconnaissent l'importance de renforcer l'éducation en Afrique. Les conflits, les maladies et d'autres facteurs ont décimé les rangs de professeurs dévoués et qualifiés. Les enfants sont contraints d'abandonner leurs études et d'assumer des rôles d'adultes, tels celui de parents ou de soldats. L'éducation joue un rôle essentiel

dans la formation de la conscience morale, dans la participation responsable aux processus démocratiques, dans la maîtrise de connaissances techniques et professionnelles, dans la promotion du bien commun, dans le développement d'une compréhension globale de la sexualité et des relations humaines. L'Eglise aux Etats-Unis et le gouvernement américain doivent supporter avec énergie les efforts de l'Eglise et d'autres groupes de la société civile et des gouvernements en Afrique en faveur d'un accès universel à une éducation de qualité afin que les espoirs et les rêves de la jeunesse d'Afrique puissent se réaliser.

PROMOUVOIR DES RELATIONS COMMERCIALES QUI SOIENT DE VRAIS PARTENARIATS

Outre abattre les barrières commerciales existantes afin de promouvoir la croissance, un système commercial équitable devrait également améliorer la vie et accroître la dignité de chacun, diminuer les injustices économiques et aider à l'éradication de la pauvreté. Les relations commerciales entre les Etats-Unis et les pays développés ou en voie de développement doivent tenir compte des droits de l'homme et du développement durable. Ainsi, pour évaluer les relations commerciales des Etats-Unis avec l'Afrique, le critère moral doit être de savoir si celles-ci favorisent ou non la réduction de la pauvreté parmi les pays les plus pauvres en Afrique.

La politique commerciale des Etats-Unis devrait se concentrer sur l'ouverture des marchés américains aux produits africains et aider à réduire la dette internationale de l'Afrique. Les marchés européens doivent ouvrir leur commerce agricole et leurs industries aux nations africaines et doivent également modifier à la baisse leurs droits de douane actuellement trop élevés dans le domaine agricole. Des normes efficaces en matière de droits de l'homme, d'environnement et de droit du travail sont nécessaires pour satisfaire les exigences de la justice sociale. La négociation et la mise en œuvre des accords commerciaux, notamment ceux concernant les droits à la propriété intellectuelle et le dépôt de brevets relatifs aux formes de la vie (plantes, semences) devraient être entreprises, en consultation avec les gouvernements africains et la société civile, afin de protéger les droits et la dignité de toutes les parties. De cette façon, les relations commerciales Etats-Unis – Afrique pourraient aider à promouvoir des échanges équitables, un plus grand développement, une participation politique et économique au sein des sociétés africaines plus importante et ainsi renforcer la capacité du continent africain à croire en son propre avenir.

DOCUMENT N° 6 : LES MINES ANTI-PERSONNELLES EN AFRIQUE

- ▶ 7 pays en Afrique sub-saharienne sont parties prenantes au traité de 1997 sur l'interdiction des mines anti-personnelles et quatorze autres pays sont signataires.
- ▶ Depuis mars 1999, les mines anti-personnelles ont été utilisées dans plus de conflits en Afrique (8 conflits) que dans n'importe quelle autre région du monde.
- ▶ En Afrique sub-saharienne, vingt-six pays, plus le Somaliland, sont touchés par le problème des mines : Angola, Burundi, Tchad, Congo Brazzaville, Djibouti, République Démocratique du Congo, Erythrée, Ethiopie, Guinée Bissau, Kenya, Liberia, Malawi, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland.
- ▶ En 1999, les Etats-Unis et l'Europe ont accordé, au travers de fonds d'aide, près de 40 millions de dollars à douze pays d'Afrique sub-saharienne pour des activités de déminage et d'éducation.

S'ENGAGER POUR LA PAIX EN AFRIQUE

Les Etats-Unis, les compagnies internationales et la communauté internationale peuvent jouer un rôle plus constructif dans l'établissement de la paix en Afrique, de plusieurs façons :

- Les Etats-Unis pourraient et devraient avoir un rôle plus important dans la recherche d'une paix juste et durable au Soudan, en République Démocratique du Congo, en Angola, en Sierra Leone et ailleurs en Afrique. La politique étrangère des Etats-Unis devrait avoir, comme l'un de ses objectifs principaux, la résolution de ces conflits d'une façon juste. Une aide financière accrue et d'autres aides encore sont nécessaires pour renforcer les efforts visant à une réconciliation entre et parmi les peuples d'Afrique sub-saharienne.
- Au niveau financier, logistique et politique, les Etats-Unis devraient contribuer beaucoup plus activement aux efforts des Nations Unies et aux efforts régionaux en Afrique en faveur du maintien de la paix. Nous devons tirer une leçon de la tragédie au Rwanda où notre gouvernement, avec d'autres, refusa

d'accorder son soutien à une force internationale relativement limitée en nombre qui, selon les experts, auraient pu empêcher le génocide.

- Les Etats-Unis devraient encourager un contrôle international des transferts d'armes, notamment en matière d'armes légères qui continuent à alimenter, accroître et prolonger les conflits en Afrique. Un engagement plus important des Etats-Unis en ce qui concerne la question des ventes d'armes légères et d'équipement léger pourrait aider à réduire ce commerce dangereux.
- Les Etats-Unis devraient signer le traité d'interdiction des mines anti-personnelles (1997). Le rôle prépondérant des Etats-Unis en stoppant l'exportation de mines et leur participation aux programmes de déminage est sérieusement compromis par son incapacité à reconnaître l'effort général qui est mené afin de bannir les mines anti-personnelles.

- Les gouvernements, les institutions financières internationales et les entreprises privées engagées dans la prospection, le développement, la production et la vente de ressources naturelles (par exemple, le pétrole, les diamants, le bois, les minéraux et les pierres précieuses) ont tous une responsabilité morale de s'assurer que le développement, par ailleurs légitime, de ces ressources ne contribue pas cependant, directement ou indirectement, à la corruption, aux conflits et à la répression. Les entreprises transnationales devraient adopter des codes de conduite qui renforcent leurs responsabilités sociales, qui orientent leurs activités vers la réalisation du bien commun, et qui adoptent une politique de transparence pour les opérations financières et les responsabilités liées à celles-ci.¹⁹ Dans certains cas, il peut être nécessaire pour les autorités internationales de sanctionner des compagnies qui viendraient à abuser. Ce sont là des moyens concrets de protéger et de promouvoir les droits, la dignité et le développement social des peuples et pays d'Afrique.



ASSISTER LES RÉFUGIÉS ET LES PERSONNES DÉPLACÉES

Bien que le nombre de réfugiés africains admis aux Etats-Unis ait sensiblement augmenté ces dernières années, les réfugiés africains n'en continuent pas moins à représenter un faible pourcentage du nombre total de réfugiés admis aux Etats-Unis.

- Le nombre de réfugiés africains admis devrait être augmenté pour parvenir à des niveaux en rapport avec la gravité et l'importance de la crise des réfugiés africains. Les Etats-Unis devraient également augmenter sensiblement leur aide internationale en faveur des réfugiés en Afrique.
- Les Etats-Unis devraient assumer un rôle clef pour s'assurer que les personnes déplacées reçoivent une aide internationale adaptée et que les gouvernements impliqués dans des conflits armés ne prennent pas pour cible les populations déplacées.



LA SOLIDARITÉ ENTRE L'EGLISE CATHOLIQUE AUX ETATS-UNIS ET L'EGLISE EN AFRIQUE

Au cours de ces dernières années, notre conférence s'est engagée de plus en plus sur des problèmes de grande importance pour l'Eglise et les peuples en Afrique. Nous étions solidaires de l'Eglise en Afrique du Sud, dans son témoignage contre l'apartheid et dans sa lutte courageuse pour lutter contre ce mal d'une façon non-violente. Nous nous tenons aux côtés des évêques et de l'Eglise au Soudan dans leur quête pour la paix, pour la liberté religieuse, pour mettre un terme à l'esclavage et aux enlèvements. Nous nous tenons à leurs côtés dans leur appel aux compagnies pétrolières et aux gouvernements impliqués dans l'exploitation du pétrole afin qu'ils aident à promouvoir la paix, la transparence et un partage équitable des revenus de leurs activités. Les récents voyages en cette région de notre conférence renforcent davantage encore nos liens mutuels de solidarité. En usant de tels moyens et d'autres encore, l'Eglise catholique aux Etats-Unis essaye de répondre aux besoins de l'Eglise et des peuples d'Afrique.

Catholic Relief Services (CRS-Caritas Internationalis) continue son travail en Afrique, un travail commencé il y a 50 ans. CRS est maintenant engagé dans des programmes répartis dans 36 pays d'Afrique sub-saharienne, pour un montant

total annuel de 140 millions de dollars. CRS travaille avec des partenaires de l'église locale ou autres dans des domaines tels que la santé, l'agriculture, l'éducation, le micro-financement, la crise du Sida/VIH, la réconciliation et l'établissement de la paix. CRS est également largement impliqué dans notre Campagne Catholique pour l'Allègement de la Dette, dans l'élimination de la pauvreté, la promotion d'un accès plus important aux soins de base et aux médicaments de première nécessité dans la lutte contre le Sida/VIH, et la promotion d'investissements responsables. Les catholiques des États-Unis, en contribuant au financement de CRS, aideront à renforcer sa capacité à répondre aux besoins nombreux et changeants de l'Église et des peuples en Afrique. Ils peuvent également participer au travail de CRS grâce à des actions politiques efficaces et coordonnées, entreprises au nom des peuples et des pays d'Afrique.

Parmi les nombreuses organisations catholiques américaines qui travaillent en Afrique, la Holy Childhood Association, la Propagation of the Faith et la U.S. Catholic Mission Association méritent une mention particulière. En outre, la Catholic Near East Welfare Association continue à fournir une assistance en Égypte, en Érythrée et en Éthiopie. Les ordres religieux catholiques, les congrégations et instituts, les programmes diocésains qui envoient des prêtres des États-Unis ou bien encore le nombre croissant de services fournis par des missionnaires laïcs catholiques américains, tout cela participe de notre témoignage de solidarité envers l'Église en Afrique. Le service des migrations et des réfugiés des évêques catholiques des États-Unis fournit une aide aux réfugiés africains qui s'installent aux États-Unis. Les paroisses catholiques ouvrent grandes leur portes pour apporter une aide spirituelle, morale et financière à nos frères et sœurs d'Afrique. Ainsi, les liens mutuels de solidarité sont renforcés et l'Église catholique des États-Unis se voit enrichie.

Les catholiques américains peuvent aider de plusieurs autres façons la promotion d'un développement juste et équitable en Afrique :

- **LA PRIÈRE** : la prière doit toujours être le point de départ et le fondement de tout travail de solidarité. Trop souvent nous ne parvenons pas à reconnaître le pouvoir de la prière et combien cela est important pour nos frères et sœurs, confrontés à des situations de grande difficulté, de savoir que nous sommes réellement avec eux dans la communion de l'Esprit.
- **DES INVESTISSEMENTS RESPONSABLES** : Les fonds de retraite et d'autres fonds d'investissement peuvent être utilisés pour renforcer la capacité de l'Afrique à répondre à ses propres problèmes ou bien, mal investis, ils peuvent

DOCUMENT N° 7 : RÉSUMÉ DE LA DÉCLARATION DES EVÊQUES DES ETATS-UNIS SUR LES INVESTISSEMENTS RESPONSABLES

« Les entreprises et les institutions financières des États-Unis peuvent également aider à déterminer la justice ou l'injustice de l'économie mondiale. Elles ne sont pas omnipotentes mais leur pouvoir réel n'en est pas moins indéniable. Les entreprises transnationales et les institutions financières peuvent apporter une contribution substantielle au développement et à la solidarité globale. Le Pape Jean Paul II a fait remarquer, cependant, que le désir de maximiser les profits et de réduire le coût des ressources naturelles et du travail a souvent poussé ces entreprises transnationales à des comportements qui augmentaient les inégalités et diminuaient la stabilité de l'ordre international. En collaboration avec les gouvernements nationaux qui servent d'une façon équitable les intérêts de leurs concitoyens et avec les agences intergouvernementales, ces compagnies peuvent contribuer à améliorer la condition désespérée dans laquelle nombre de personnes se débattent à travers le monde. »
(extrait de *Economic Justice for All: Pastoral Letter on Catholic Social Teaching and the U.S. Economy*, n° 116)

PRINCIPES GOUVERNANT UN INVESTISSEMENT RESPONSABLE :

- ▶ **Ne pas faire de tort** : (a) *refuser d'investir* dans des compagnies dont les produits et/ou les politiques sont contraires aux valeurs défendues par l'enseignement moral de l'Église ; (b) *retirer ses investissements* des compagnies qui n'épousent pas de telles valeurs.
- ▶ **Faire le bien** : (a) *Essayer de découvrir et décider d'investir* dans des compagnies qui promeuvent les valeurs défendues par l'enseignement moral de l'Église ; (b) *rechercher des investissements alternatifs*, c'est-à-dire des investissements qui ont éventuellement un taux de retour sur investissement plus faible mais qui tiennent compte de l'engagement de l'Église en faveur des pauvres dans le monde.
- ▶ **Participer activement dans la gestion des entreprises** : *exercer les responsabilités normales de tout actionnaire* notamment en votant d'une façon responsable les résolutions des actionnaires et lors de l'élection des mandataires afin d'influencer la culture d'entreprise et de modeler les politiques de l'entreprise et ses décisions. Ceci est une stratégie particulièrement utile lorsque des investissements d'origines diverses sont engagés.

Sources: "Socially Responsible Investment Guidelines," *Origins* 21:25 (28 novembre 1991); National Conference of Catholic Bishops, *Economic Justice for All: Pastoral Letter on Catholic Social Teaching and the U.S. Economy*.

servir à accroître les conflits et les souffrances de l'homme [cf. document n° 6, p. 33].

- **UNE RESPONSABILITÉ COLLECTIVE** : Les catholiques gérant des entreprises américaines ou transnationales ont une responsabilité particulière dans l'exercice de leurs obligations professionnelles, particulièrement là où les activités de leurs entreprises pourraient aviver les conflits, la corruption, les violations des droits de l'homme et la dégradation de l'environnement en Afrique. Ils peuvent jouer un rôle essentiel dans la promotion d'une économie juste et prospère pour l'Afrique.
- **LA FORMATION ET L'ENGAGEMENT DANS DES ACTIONS PUBLIQUES** : Des individus et des groupes au sein de l'Église catholique aux États-Unis sont activement engagés avec l'Église en Afrique dans la promotion des droits de l'homme, dans l'allègement de la dette, dans l'augmentation de l'aide au développement, dans la démobilisation des enfants-soldats, dans la promotion de la paix dans les régions troublées et dans la protection de l'environnement. Nous encourageons les diocèses à aider les catholiques à se former à propos de l'Afrique et, dans des actions publiques, à s'engager en faveur de la promotion de la justice, de la paix et du développement.
- **DES PARRAINAGES ENTRE DIOCÈSES ET ENTRE PAROISSES** : les diocèses et les paroisses ont trouvé que les parrainages entre diocèses et entre paroisses d'Afrique ou bien d'autres parties du globe étaient des expériences enrichissantes, manifestant leur communion avec d'autres membres du Corps du Christ et étant un moyen d'approfondir leurs liens de solidarité avec une Église devant faire face à de grands besoins. De tels projets de jumelage regroupent des programmes d'échange de membres de communauté entre l'Afrique et les États-Unis, des programmes réciproques de formation spirituelle, des subventions en faveur du développement, des actions politiques, et d'autres échanges. Cela inclut aussi des programmes d'éducation offerts par les structures diocésaines ou bien les paroisses pour sensibiliser davantage et appeler à l'engagement avec l'Église et les peuples d'Afrique. Puissent ces initiatives continuer à se développer, augmentant ainsi la solidarité universelle de l'Église.

Chaque année, les diocèses des États-Unis sont invités à prêter une attention spéciale à l'Église et aux peuples d'Afrique. Des prières, des intentions de messe, des programmes d'éducation et un grand nombre d'autres moyens peuvent être employés pour exprimer une telle solidarité.



Le Synode pour l'Afrique nous a rappelé les innombrables richesses des cultures d'Afrique et l'apport important de l'Église d'Afrique à l'Église universelle, et ce dès l'origine. Nous sommes en effet mutuellement enrichis les uns les autres dans les missions que nous entreprenons les uns avec les autres en tant que frères et sœurs dans le Christ, en qui nous trouvons notre vraie richesse et notre ultime espoir. Les défis majeurs auxquels l'Afrique doit faire face aujourd'hui et le potentiel exceptionnel dont le continent bénéficie sont à la fois une chance et un test pour notre solidarité mutuelle. Notre réponse à cette vocation à la solidarité avec l'Église et les peuples d'Afrique nous permet d'exprimer notre amour « *dans nos actions et dans la vérité* » (1 Jn 3,18), un amour sans frontières et sans limites à ce qui peut être accompli *ensemble dans le Christ*.

NOTES

1. Cardinal Angelo Sodano, discours au Nations-Unies, Sommet du Millénaire (8 septembre 2000).
2. Jean Paul II, *L'Eglise en Afrique (Ecclesia in Africa)* (Paris: Cerf, 1995), n° 57.
3. United States Catholic Conference, *Called to Global Solidarity: International Challenges for U.S. Parishes* (Washington, D.C.: United States Catholic Conference, 1997).
4. *Ecclesia in Africa*, n° 70.
5. *Ecclesia in Africa*, n° 40.
6. cf. *Statistical Yearbook of the Church, 2000* (Vatican City: Libreria Editrice Vaticana, 2000), p. 35.
7. *Ecclesia in Africa*, n° 44.
8. *Ecclesia in Africa*, n° 106.
9. Evêques du Cameroun, *Corruption et bonne volonté* (3 septembre 2000), p. 3.
10. Conférence des Evêques Catholiques d'Afrique du Sud, *Economic Justice in South Africa* (Pretoria, 1999), p. 25.
11. cf. Conférence des Evêques Catholiques du Zimbabwe, *Tolerance and Hope* (2001).
12. Jean Paul II, *Centesimus Annus, A l'occasion du centenaire de l'encyclique Rerum Novarum* (Paris: Cerf, 1991), n° 31.
13. cf. Cardinal Jozef Tomko, *Message à l'Assemblée plénière du SECAM* (Symposium des Conférences Episcopales d'Afrique et de Madagascar) (Rome, 3 octobre 2000).
14. *Testimony of 2002 Foreign Assistance on behalf of the United States Catholic Conference and Catholic Relief Services* (mars 2001).
15. Paul VI, *Discours à l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (AAO-FAO)* (16 novembre 1970).
16. L'initiative en faveur des pays les plus endettés a été lancée en septembre 1996 par le Fond Monétaire International et par la Banque Mondiale pour aider les pays pauvres devant supporter une dette trop lourde pour eux. Cette initiative accorde des fonds pour la réduction de la dette et demande également des réformes politiques structurelles et sociales. Les économies réalisées sur la réduction de la dette doivent être utilisées pour financer des programmes de réduction de la pauvreté, notamment dans le domaine de la santé et de l'éducation.
17. Bureau administratif, United States Catholic Conference, *A Jubilee Call for Debt Forgiveness* (Washington, D.C., 1999).
18. Jean Paul II, *Lettre au Secrétaire Général des Nations Unies, M. Kofi Annan, à l'occasion de l'Assemblée Générale Spéciale des Nations Unies* (26 juin 2001).
19. National Conference of Catholic Bishops, *Economic Justice for All: Pastoral Letter on Catholic Social Teaching and the U.S. Economy* (Washington, D.C.: United States Catholic Conference, 1986).

EGALEMENT DISPONIBLE AUPRÈS DE L'USCCB

L'Eglise en Afrique (Ecclesia in Africa): livret en anglais seulement,
N° 5-059, pp. 144

Pour commander ce livret ou obtenir le catalogue des ouvrages disponibles auprès de l'USCCB, appelez le numéro gratuit : 800-235-8722. Depuis Washington, D.C. ou l'étranger, appelez le 202-722-8716. Visitez le site internet des évêques américains: www.usccb.org.